



Tic & société

Vol. 19, N° 1-2 | 1e et 2e semestres 2025
Capitalisme de plateforme : résistances et alternatives

Capitalisme de plateforme : résistances et alternatives

Ludovic BONDUEL, Francesco BRANCACCIO et Kianoosh YASAEI



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ticetsociete/10008>

DOI : 10.4000/15rx3

ISSN : 1961-9510

Éditeur

Université du Québec à Montréal

Édition imprimée

Pagination : 1-9

Référence électronique

Ludovic BONDUEL, Francesco BRANCACCIO et Kianoosh YASAEI, « Capitalisme de plateforme : résistances et alternatives », *tic&société* [En ligne], Vol. 19, N° 1-2 | 1e et 2e semestres 2025, mis en ligne le 25 février 2026, consulté le 03 mars 2026. URL : <http://journals.openedition.org/ticetsociete/10008> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/15rx3>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mars 2026.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont susceptibles d'être soumis à des autorisations d'usage spécifiques.

Capitalisme de plateforme : résistances et alternatives

Ludovic BONDUEL, Francesco BRANCACCIO et Kianoosh YASAEI

- 1 La publication de ce numéro thématique s'inscrit dans le prolongement d'un colloque international intitulé « Capitalisme de plateforme : résistances et alternatives », que nous avons organisé et qui s'est tenu les 12 et 13 février 2024 à la Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord. Cet événement a réuni des dizaines de chercheurs et chercheuses provenant de divers pays et disciplines pour présenter leurs recherches sur ce thème. Les articles présentés dans ce numéro élargissent la perspective que le colloque de 2024 s'était fixé, ouvrant ainsi de nouveaux horizons de recherche pour comprendre la dynamique des résistances et des alternatives au capitalisme de plateforme. Plusieurs d'entre eux abordent ces phénomènes sous un angle empirique, à partir d'études de cas, tandis que d'autres soulignent la nécessité d'en élaborer des grilles de lecture théorique, et proposent d'y contribuer.
- 2 En ouverture, l'article de Ludovic Bonduel, Francesco Brancaccio et Kianoosh Yasaei offre une synthèse théorique et empirique sur les formes actuelles de résistances et d'alternatives au capitalisme de plateforme, envisagé comme une nouvelle phase du capitalisme cognitif. Les auteurs adoptent une approche issue des sciences de l'information et de la communication, combinant les contributions du marxisme, de la théorie des communs et de la sociologie critique du numérique. Ils examinent la façon dont les conflits sociaux et les expérimentations autour des communs tentent de résister, de détourner ou de renverser les dynamiques économiques, techniques et politiques inhérentes aux grandes plateformes numériques. Trois moments analytiques structurent l'ensemble de la réflexion. Dans un premier temps, les auteurs s'attachent à théoriser les luttes anticapitalistes, en soulignant que celles-ci ont précédé l'essor du capitalisme de plateforme et qu'elles en ont, en partie, orienté les transformations. L'article met en lumière les concepts de résistance et d'alternative, s'appuyant sur les recherches d'Albert Hirschman et d'Erik Olin Wright, pour en préciser les distinctions tout en montrant leurs interactions et complémentarités. Dans un deuxième temps, l'article propose une analyse du capitalisme de plateforme en le plaçant dans la suite

logique et historique du capitalisme cognitif et de ses mécanismes d'appropriation et de privatisation des savoirs. Selon cette perspective, les plateformes apparaissent comme des dispositifs d'organisation et de valorisation de la coopération sociale fondés sur la propriété des infrastructures, la centralisation algorithmique et l'extraction des données, mais aussi comme des instruments de domestication des communs numériques, dont elles reprennent la logique d'ouverture pour la transformer en dépendance économique et technique. Enfin, la troisième partie dresse une cartographie des résistances et des alternatives, allant des luttes des travailleurs de plateformes et des employés des géants de la Tech jusqu'aux expérimentations locales de plateformes coopératives, de communs numériques, de tiers-lieux et de démarches municipalistes. Ces expériences, malgré leurs limites, affirment la possibilité de reconfigurer les rapports sociaux et les infrastructures du numérique selon une logique de « communalisation » du public, c'est-à-dire d'hybridation entre institutions publiques et communs.

- 3 Ensuite, l'article de Filippo Greggi présente une grille d'analyse critique du mouvement du coopérativisme de plateforme. Inspirée du cadre théorique du « commun comme mode de production » et de la critique de Marx et Engels à l'égard du mouvement coopératif, cette lecture explore les liens entre les alternatives au capitalisme de plateforme et la dimension politique du commun en tant que produit de la coopération sociale. Dans le contexte de la phase actuelle du capitalisme, où l'accumulation et la valorisation du capital dépendent de plus en plus des actifs immatériels et de nouvelles formes organisationnelles, les infrastructures technologiques du capitalisme de plateforme favorisent l'expropriation du commun par les Big Tech. Par conséquent, selon l'auteur, toute résistance ou alternative aux plateformes capitalistes doit mettre en avant une politique de réappropriation de ce commun. L'approche du commun comme mode de production permet, selon Greggi, de saisir le commun en tant qu'organisation collective de la vie productive et sociale. Dans une telle perspective, le coopérativisme de plateforme pourrait devenir l'un des vecteurs de l'émancipation du « travail vivant ». En s'appuyant sur des exemples concrets et des analyses critiques récentes, cette contribution met en exergue la place du mouvement de coopérativisme de plateforme dans un projet de « transformation sociale et subjective » plus large du travail vivant à l'ère du capitalisme cognitif.
- 4 L'article de Clara Galliano propose une lecture critique de la science ouverte dans un contexte de plateformes croissantes de la production scientifique, de son évaluation et de sa distribution. À l'heure où le capitalisme de plateforme fait des géants du numérique des acteurs de la structuration technique et algorithmique de la recherche, et où la logique de « visibilité » domine un environnement scientifique de plus en plus concurrentiel, il est indispensable d'évaluer la pertinence de la résistance du monde de la recherche à la marchandisation de la connaissance. L'autrice nous invite à aborder la notion de science ouverte non pas comme un phénomène homogène, mais comme un champ de tensions « où se négocient en permanence les usages, les valeurs et les finalités de la production scientifique ». C'est avec une telle approche que Galliano identifie les enjeux auxquels son objet d'étude doit faire face. Selon elle, le fait de limiter les périmètres de la science ouverte à un projet de libération des savoirs s'avère une approche trop peu restrictive pour faire face à la « stratégie structurante » d'un capitalisme qui tire profit des savoirs qui ont été produits dans le secteur public. À cet enjeu, l'autrice ajoute la dépendance de la recherche aux métriques quantitatives ainsi que la dépendance financière et technique des institutions publiques de la science aux

GAFAM. D'où la proposition d'une réflexion sur les conditions permettant une science ouverte, soutenable et reposant notamment sur un modèle économique stable qui puisse protéger la science ouverte contre l'instabilité du financement public, la reconnaissance institutionnelle des infrastructures alternatives au niveau national et européen, de même que la remise en question de la dépendance technologique des infrastructures ouvertes aux acteurs privés. L'autrice suggère par ailleurs d'approcher la science ouverte dans une logique « d'équité, de pluralisme et de solidarité internationale » pour éviter qu'elle ne renforce les inégalités structurelles qui séparent le Nord du Sud globaux. Enfin, l'article appelle à rendre visibles les acteurs intermédiaires essentiels au fonctionnement, à la conception, à la maintenance et à la gouvernance de la science ouverte, mais qui ont souvent été occultés dans le débat sur cette dernière.

- 5 L'article de Caroline Panis présente une enquête empirique sur une forme de travail de plateforme encore relativement méconnu et tout à fait particulier dans la mesure où il s'agit d'un travail intellectuel hautement qualifié : la correction académique. L'entreprise dont il est question sous-traite la correction académique – son cœur de métier – à des correcteurs formellement indépendants, dont elle administre le travail à travers une plateforme numérique et qu'elle rémunère à la tâche. Cette entreprise-plateforme se présente légalement comme leur cliente, mais se conduit en pratique comme leur employeuse; Panis parle ainsi d'un « cliemployeur ». Son enquête repose sur l'ethnographie de cette plateforme, qu'elle a conduite sur une période de quatre ans, alors qu'elle travaillait pour le compte de celle-ci. L'article analyse le travail de plateforme des correcteurs comme s'inscrivant dans une logique de sous-traitance à trois niveaux liés à la transformation néolibérale du système universitaire. En effet, une part significative de ces correcteurs enseigne à l'université sous le statut de vacataire, si bien que certains d'entre eux qualifient la plateforme de « succursale de l'Université française ». À un premier niveau, l'université sous-traite son cœur de métier à des enseignants vacataires. À un deuxième niveau, l'université encadre insuffisamment ses étudiants et les encourage à faire appel à des services privés de correction. Et, à un troisième niveau, les entreprises de correction sous-traitent leur activité à des indépendants, qui sont souvent des enseignants vacataires. L'article s'attache ensuite à décrire et à interroger les différentes modalités de résistance qui ont pu émerger de la part des travailleurs dans ce cadre particulièrement contraignant.
- 6 La contribution de Ludovic Bonduel et Kianoosh Yasaei propose une enquête empirique interrogeant la forme prise par la compétition entre les deux plus grandes plateformes d'échecs en ligne à l'échelle mondiale, Chess.com et Lichess. La particularité de cette compétition tient essentiellement du fait que la première est une entreprise-plateforme qui propose un service marchand, tandis que la seconde est un commun numérique qui propose un service non marchand. À travers une méthodologie mixte (analyse de corpus, observation en ligne, questionnaires, entretiens), les auteurs analysent les modèles économiques et productifs des deux plateformes, leurs interfaces et fonctionnalités, ainsi que leurs façons d'attirer des joueurs et de gérer leurs interactions comme autant de stratégies mises en place par les plateformes et pouvant être plus ou moins bien reçues par les usagers. Cette analyse montre comment Lichess parvient à produire un service de qualité équivalente à celui de Chess.com, utilisé quotidiennement par des millions d'usagers, malgré des ressources financières incomparablement plus faibles. Elle donne également des indications sur l'état actuel

des relations entre les communs numériques et le capitalisme, en soulignant notamment les forces et faiblesses d'un modèle de financement basé sur le don.

- 7 Dans son article, David Gaillard élabore une réflexion critique sur les transformations contemporaines de l'industrie culturelle à l'ère du capitalisme de plateforme. En analysant *Bandersnatch* (2018), premier long-métrage interactif pour un public adulte diffusé sur Netflix, l'auteur interroge la manière dont une œuvre produite et diffusée par Netflix peut à la fois reproduire, critiquer et éventuellement résister aux logiques de captation et de marchandisation propres à cette même plateforme. L'étude part d'un paradoxe fondamental : *Black Mirror*, depuis ses débuts, critique la dépendance technologique et les dérives de la société de divertissement, mais elle est elle-même produite et diffusée par des acteurs de cette industrie. Ce paradoxe s'intensifie après le rachat de la série par Netflix en 2015, symbole du passage d'un modèle télévisuel à un modèle de diffusion en continu (*streaming*) fondé sur la collecte et la valorisation des données personnelles. Avec *Bandersnatch*, la contradiction atteint un point culminant, alors que le film interactif transforme la critique de l'industrie culturelle en un dispositif technique de participation directement exploité par la plateforme. Chaque choix effectué par le spectateur devient une donnée mesurable et exploitable, convertissant la liberté apparente de l'utilisateur en travail numérique (*digital labor*). L'auteur reprend le diagnostic d'Adorno et Horkheimer selon lequel l'industrie culturelle, tout en intégrant la critique, reconduit les rapports de domination en convertissant la liberté en mécanisme d'adhésion. Mais plutôt que de conclure à une simple récupération, Gaillard cherche à montrer que *Bandersnatch* introduit une tentative de résistance interne. Par ses dispositifs narratifs, ses choix techniques et ses effets de mise en abyme, le film parasite en partie sa propre intégration au modèle de Netflix, en exposant au spectateur la structure même du contrôle dont il est l'objet. Enfin, sans nier la dépendance de l'œuvre à la plateforme, *Bandersnatch* cherche à affronter et à exposer cette contradiction. Sa portée critique tient précisément à cette ambivalence, celle d'une œuvre qui participe au système qu'elle dénonce, tout en dévoilant les mécanismes.
- 8 La contribution de Dimitra Laurence Larochelle s'intéresse aux liens entre l'identité culturelle et la résistance à l'hégémonie de Netflix dans le secteur de l'audiovisuel québécois. En effet, comme le soulignent l'autrice, la plateforme états-unienne de vidéo à la demande (VàD) a profondément transformé le « paysage traditionnel du divertissement » au Québec. Face à la standardisation des contenus audiovisuels, un groupe d'acteurs francophones publics et « parapublics » se sont rapprochés pour limiter la migration des téléspectateurs locaux vers les plateformes mondiales. En s'appuyant sur une enquête au sujet de la pratique de perception des jeunes adultes francophones québécois, Larochelle explore, d'une part, la dynamique d'usage de celles et ceux qui choisissent de consommer les contenus produits par des plateformes de VàD locales plutôt que ceux de Netflix. D'autre part, elle examine la viabilité des solutions « alternatives » proposées par les acteurs locaux et les enjeux que ces derniers rencontrent face au *soft power* états-unien. Cette enquête montre que la tendance d'une partie des jeunes téléspectateurs québécois – bien que minoritaire parmi les consommateurs des plateformes de VàD – à privilégier les plateformes et les contenus francophones s'explique, pour certains, par un choix conscient de résister à l'américanisation des valeurs et de l'identité culturelle, et par un engagement moral pour d'autres. Elle montre également que les désavantages concurrentiels des

plateformes alternatives vis-à-vis de Netflix tendent à les invisibiliser sur la scène culturelle locale.

- 9 La contribution de Johan Söderberg s'intéresse au phénomène du *hacking* médical, qui représenterait une alternative numérique au modèle capitaliste de l'industrie pharmaceutique, en transposant à la médecine et à la santé le slogan *hacker* « l'information veut être libre ». L'auteur l'aborde à partir des résultats d'une enquête empirique, fruit d'une cinquantaine d'entretiens et de nombreuses heures d'observation, sur un collectif de pirates informatiques (*hackers*) connu sous le nom de *Four Thieves Vinegar Collective* (Collectif du vinaigre des quatre voleurs). Ce collectif développe des recettes pharmaceutiques et des plans pour construire du matériel médical *do-it-yourself* qui sont diffusés ensuite en accès libre sur le Web. À travers ces pratiques, il cherche à réaliser un idéal d'« autonomie corporelle » consistant à permettre aux individus de maîtriser eux-mêmes leur santé et leur corps. L'article présente différents projets du collectif et analyse ses choix tactiques face aux dilemmes soulevés par la mise en œuvre de cet idéal. En effet, en cherchant à libérer les individus, il risque de se doter d'une autorité épistémique qui peut incarner une forme de pouvoir sur eux. En même temps, les individus ne peuvent s'emparer des recettes du collectif qu'à condition de lui accorder une certaine confiance. L'article interroge donc les implications et conditions nécessaires pour qu'émerge une telle légitimité.
- 10 Enfin, l'article d'Ilya Kiriya propose une lecture originale de la transformation de l'écosystème numérique russe après l'invasion de l'Ukraine, en l'inscrivant dans le cadre théorique du capitalisme de plateforme et du capitalisme d'État. En contraste avec les expériences exposées précédemment, l'article met en évidence la fausse alternative représentée par la « souverainisation » numérique russe. L'auteur illustre comment la Russie a progressivement mis en place un système de contrôle industriel et informationnel en se servant du concept de souveraineté numérique. Ce système repose sur la centralisation du capital entre les mains d'oligarques étroitement liés au Kremlin (Gazprom Media, VK Group, Sber, Yandex). Ce processus combine un nationalisme technologique, une propension à l'isolement informationnel et des stratégies de marché caractéristiques du capitalisme de plateforme : monétisation publicitaire, intégration verticale et exploitation des données. L'article examine les racines idéologiques de ce phénomène dans la culture soviétique de la « citadelle » informationnelle et les théories du complot postsoviétiques, qui ont alimenté, depuis les années 2010, un discours anti-occidental visant à légitimer la mise en place d'un Internet souverain. La décennie allant de 2012 à 2022, souvent désignée comme l'ère de la « souveraineté numérique néolibérale », est marquée par une intensification des mesures politiques (telles que les lois sur les données, le contrôle algorithmique et la censure) et par une expansion capitaliste du RuNet. Depuis 2022, on a observé une intensification du contrôle étatique sur les plateformes, en raison de différents événements, tels que le départ de grandes entreprises étrangères, l'émergence de plateformes locales telles que VK, RuTube, Yandex et Telegram, ainsi que la mise en place d'infrastructures nationales comme RuStore. Cependant, ces plateformes demeurent fondées sur un modèle économique qui ne contribue pas à la libération de l'espace numérique, mais plutôt à sa centralisation. Il ressort de cette analyse que la Russie n'a pas encore dépassé le stade du capitalisme de plateforme, mais a plutôt opté pour une forme autoritaire et étatiste de ce système, caractérisée par une fusion entre l'appropriation de la valeur et le contrôle de l'information. Cet exemple met en lumière une prétendue opposition, à savoir que certains phénomènes de résistance nationaliste

contre la domination des GAFAM peuvent se convertir en un avantage politique interne pour des modèles verticaux, illustrant ainsi, de manière plus générale, la capacité d'adaptation du capitalisme de plateforme dans des contextes autoritaires.

AUTEURS

LUDOVIC BONDUEL

Ludovic Bonduel est docteur en science politique de l'Université LUISS Guido Carli (Rome), enseignant à l'Institut Catholique de Paris et chercheur affilié au Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation (CEMTI) de l'Université Paris 8. Ses recherches portent sur les communs numériques et, plus largement, sur les conflits politiques et sociaux associés à l'économie numérique. ludovic.bonduel@sciencespo.fr

FRANCESCO BRANCACCIO

Francesco Brancaccio est docteur en théorie de l'État et institutions politiques comparées à l'Université La Sapienza de Rome. Il réalise une thèse en sciences de l'information et de la communication sur les communs urbains à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, sous la direction de Carlo Vercellone. Il est membre du Centre d'études sur les médias et l'internationalisation (CEMTI) et coorganisateur du séminaire doctoral Capitalisme Cognitif. francescobrancaccio@yahoo.it

KIANOOSH YASAEI

Kianoosh Yasaei est docteur en sciences de l'information et de la communication et affilié au Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation (CEMTI) de l'Université Paris 8. Il s'intéresse à la question de l'impérialisme à l'ère des plateformes, à l'économie politique du développement numérique dans les pays périphériques et au réseau national d'internet en Iran. yasaei@tuta.com